



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 05 JAN. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME

ZAD DE Kerdanvez
29160 Crozon

Références : ENV-D-25-006

Code AIOT : 0005516121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement CC PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME implanté ZAD DE Kerdanvez 29160 Crozon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'établissement a été réalisée dans le cadre d'un contrôle général des installations de traitement des algues vertes sur le département du Finistère.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME
- ZAD DE Kerdanvez 29160 Crozon
- Code AIOT : 0005516121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une plateforme de gestion de déchets : Déchetterie, installation de traitement de déchets par compostage, stockage de déchets inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Consistance des installations | AP Complémentaire du 06/06/2012, article 1.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Contrôles | AP Complémentaire du 06/06/2012, article 8.1.2.13 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Volume d'activité autorisé | AP Complémentaire du 06/06/2012, article 1.2.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant de réparer un des bio-filtre et de définir une procédure de contrôle de la concentration en H₂S dans les zones à risques conforme à la prescription de l'APC, avant de recevoir des algues vertes pour traitement par compostage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité autorisé

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2012, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité |
| Prescription contrôlée : Nature et volume d'activité pour la rubrique 2780-1.c : Compostage : <ul style="list-style-type: none"> • de déchets verts (6 365 t/an) • de bois et souches (400 t/an) • d'algues vertes (2 500 t/an) pour une moyenne journalière annuelle de 25,4 t/j. |
| Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir réceptionné d'algues vertes dans son installation depuis l'année 2013. |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 2 : Consistance des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2012, article 1.2.4 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

L'établissement est organisé...

- ...
- une installation pour la collecte des gaz extraits du bâtiment fermé et confiné maintenu en dépression ainsi que pour le traitement (2 bio-filtres);
- ...

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

La robe du bio-filtre, le plus proche des bassins de traitement des eaux, est fissurée sur une longueur de 2 mètres environ au niveau de l'entrée des gaz à traiter. Il est rempli d'écorces au 2/3 de sa capacité environ.

L'exploitant a justifié avoir passé commande d'un nouveau bio-filtre en juin 2024 et a indiqué rencontrer des difficultés avec le fournisseur pour la fourniture de l'équipement.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
|--|

L'exploitant justifiera à l'inspection du remplacement du bio-filtre.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
|---|

| |
|---------------------------------------|
| Proposition de délais : 3 mois |
|---------------------------------------|

N° 3 : Contrôles

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2012, article 8.1.2.13 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Concentration H ₂ S dans l'air |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

L'exploitant est tenu de réaliser des mesures internes de suivi de la concentration en H₂S au sein de son installation dans les zones identifiées comme étant à risque H₂S en application de l'article 8.1.2.11 du présent arrêté.

Ces mesures internes de suivi de la concentration en H₂S sont adaptées en fonction des apports en algues vertes sur l'installation et effectuées, a minima, une fois par semaine sur une période de 24 heures conformément aux normes en vigueur et en au moins 3 points du site (zones identifiées comme étant à risques H₂S):

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

La procédure de contrôle de la concentration en H₂S dans les zones à risques prévoit un contrôle journalier en 4 points par un agent de l'installation à l'aide d'un détecteur individuel portatif.

Cette procédure n'est pas conforme à la prescription considérant la durée de mesure inférieure à

24 h et l'utilisation d'un équipement non prévu pour la mesure dans l'air ambiant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définit et met en œuvre un protocole de mesure de la concentration en H₂S dans l'air ambiant conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois